

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 23 (2007)

Artikel: Introduction au dossier
Autor: Prezioso, Stéphanie / Fayet, Jean-François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-520236>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

INTRODUCTION AU DOSSIER

DES FÊTES DE LA FRATERNITÉ DES PEUPLES de 1848 aux grands rendez-vous de l'altermondialisme du XXI^e siècle, de l'idéal de fraternité égalitaire du socialisme mystique de Weitling à l'internationalisme prolétarien des communistes, l'internationalisme apparaît bien comme l'un des principes les plus affirmés du mouvement ouvrier. Ce caractère internationaliste, écrivait récemment Marc Vuilleumier à propos du mouvement ouvrier suisse, «cette volonté de solidarité avec tous les travailleurs quelle que soit leur appartenance nationale, il pourra les perdre en certaines périodes, mais il n'en demeure pas moins que, qu'il en ait conscience ou non, il demeurera inséré dans un ensemble beaucoup plus large»¹. Symbole de la gauche, l'internationalisme est pourtant une notion aux significations variées selon les contextes temporels et nationaux dans lesquels évoluent les mouvements ouvriers et surtout selon l'affiliation politique de ceux qui y font référence. Dans son acception la plus large, l'internationalisme est une doctrine préconisant que les divers intérêts nationaux doivent être subordonnés à un intérêt général supranational. Dans le contexte plus spécifique de l'histoire politique, le terme renvoie à une alliance internationale des classes populaires et au développement de la solidarité entre les peuples. Mais l'internationalisme est-il vraiment autre chose qu'« un article de foi en l'honneur duquel les plus modérés se déclarent prêts à prononcer les serments les plus solennels »² ?

Si depuis le célèbre «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous» lancé par Marx en conclusion du *Manifeste du Parti communiste*, l'internationalisme prolétarien est devenu le critère du socialisme marxiste, il reste en effet bien difficile à cerner. Apparue au milieu du XIX^e siècle dans le contexte de la construction des États-nations, l'internationalisme part de l'hypothèse d'une dépendance mutuelle entre les êtres humains, existant à l'état naturel, et due au besoin qu'ils ont les uns des autres. Et cette volonté de faire déborder le combat

¹ Marc Vuilleumier, «Comment s'écrit l'histoire du mouvement ouvrier», in *Archives, histoire et identité du mouvement ouvrier*, Genève, Collège du Travail. 2006, p. 105.

² G. Sorel, *Réflexions sur la violence*, 1908, p. 170.

politique, social et économique des frontières nationales devait permettre l'apparition d'une conscience internationale. Au départ, l'internationalisme prolétarien de Marx se nourrissait d'une conception assez abstraite, presque messianique, du prolétaire comme d'un homme « dépossédé et internationalisé » en lutte contre le capital mondial³. Mais pour Marx l'internationalisme prolétarien n'est pas une vue de l'esprit, c'est une question de vie ou de mort répondant à la nouveauté de l'ère planétaire.

À l'époque de la Première Internationale ou Association internationale des Travailleurs, l'idéal de solidarité des travailleurs se doublait ainsi immédiatement d'un appel en faveur de la fraternité internationale. La mise en application de ces slogans était alors facilitée par le fait que les organisations politiques, et plus encore syndicales, n'étaient que peu intégrées dans les institutions nationales. Une année après la fondation à Eisenach (1869) du Parti social-démocrate des travailleurs, A. Bebel et W. Liebknecht pouvaient s'abstenir de voter les crédits de guerre, exprimant ainsi clairement leur refus de s'identifier au régime, quelles qu'en soient les conséquences sur leur organisation.

Mais à la différence de la Première Internationale, la Deuxième Internationale ou Internationale socialiste s'était constituée sur la base de partis nationaux appelés à jouer un rôle toujours plus important dans le cadre politique national au fur et à mesure de la conquête des droits démocratiques. Bien que de façon différente, Karl Kautsky, Jean Jaurès et les austro-marxistes comme Otto Bauer avaient progressivement intégré le facteur national dans leur lutte politique, confortant ainsi la structure fédérale de l'Internationale socialiste. Presque partout⁴ les organisations syndicales et politiques se nationalisent, s'intègrent – comme le montre Charles Heimberg dans son article consacré à la Suisse – à la culture nationale, entraînant une modification de la notion même d'internationalisme socialiste, réduite à une politique d'alliance pacifique entre les nations dont l'ambiguïté n'allait pas tarder à éclater.

Facteur de rassemblement symbolique et identitaire (pensons à l'hymne *L'Internationale*, aux rituelles célébrations du Premier Mai, à la journée internationale des femmes du 8 mars, aux Congrès internationaux...) des différentes tendances du mouvement ouvrier, et d'une façon plus générale de la gauche, dès la fin du XIX^e siècle, l'internationalisme cristallise au contraire les divergences depuis la Première Guerre mondiale, contribuant ainsi à une division institu-

3 R. Gallissot, *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, PUF, 1982, p. 616.

4 Parmi les rares exceptions citons néanmoins la social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie (SDKPiL) de Leo Joguiches et Rosa Luxemburg dont l'orientation internationaliste – allant jusqu'au refus de l'indépendance de la Pologne – demeura constante.

tionnelle des organisations ouvrières. Tirillée entre la solidarité internationaliste et la fidélité à la nation, la majorité des partis socialistes choisit en août 1914 la défense de la patrie en votant les budgets militaires. Le vote des socialistes allemands (78 voix pour et 14 abstentions qui finirent par joindre leurs voix à celles des majoritaires au nom de la discipline du parti), jusque-là parti modèle de la IIe Internationale donne le ton. En France, c'est le jour même des funérailles de Jean Jaurès que le vote des crédits de guerre est accepté par les socialistes français à l'unanimité. Mais l'attitude des socialistes allemands et français fut en réalité conforme à celle de la plupart des partis sociaux-démocrates, et de « toute la fausseté de vues des social-pacifistes et de leurs espoirs en une 'démocratie mondiale' »⁵. À l'exception des partis socialistes des pays neutres, seuls ceux de Russie et de Serbie, d'ailleurs très peu représentés dans leur parlement national, refusèrent de se joindre à l'Union sacrée. Quant aux socialistes italiens, ils se conformèrent à leur mot d'ordre « ni adhérer, ni saboter »; précepte contradictoire et ambigu car, comme le soutiendra à la fin de la guerre Filippo Turati : « ne pas adhérer, c'était déjà saboter et ne pas saboter c'était aussi un peu adhérer »⁶. Mais les ralliés à la guerre patriotique proviennent de toute la gauche : des anarchistes, comme le rappelle Véronique Rebetez dans son papier en évoquant le cas de Jean Grave, aux plus radicaux des sociaux-démocrates comme les bolcheviks, nombreux furent ceux qui cédèrent au vent de la fièvre nationaliste qui balaya l'Europe. Les raisons de ce reniement sont multiples et elles trouvent des justifications différentes selon les pays, mais le phénomène est si répandu, que nombre de militants considèrent alors que l'Internationale n'existe plus. Écœurés par ces ralliements, des courants groupusculaires, souvent de simples individus, s'efforcent de restaurer l'idée d'une Internationale dans le cadre du mouvement dit de Zimmerwald. Mais c'est vraiment la prise du pouvoir par les bolcheviks en Russie en octobre 1917 qui ouvre une nouvelle page de l'histoire de l'internationalisme.

Face aux « sociaux-patriotes » de la IIe Internationale (l'Internationale ouvrière et socialiste restaurée en 1923), particulièrement actifs au sein des organisations internationales comme la Société des Nations ou le Bureau international du travail, les partisans de Lénine fondent la IIIe Internationale ou Internationale communiste, dont la vocation est de devenir « l'organisme

5 Cf. V. Lénine, *Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (préface aux éditions française et allemande, 6 juillet 1920), in V. Lénine, *Œuvres*, tome 22, Paris : Éditions sociales, 1960.

6 Cf. F. Turati, « Agli elettori del Collegio di Milano », *Critica Sociale*, novembre 1919; *loc. cit.* in Roberto Vivarelli, *Storia delle origini del fascismo. L'Italia dalla Grande guerra alla marcia su Roma*, vol. I, Bologne : Il Mulino, 1991, p. 96.

combattant du prolétariat international». Parti mondial de la révolution, le Comintern se dota progressivement d'une organisation centralisée, capable d'intervenir, à la différence de l'Internationale socialiste, directement dans les mouvements des différents pays. L'ambition de ce projet véritablement internationaliste et le rayonnement de la révolution d'Octobre séduisirent des militants du monde entier provenant dans un premier temps d'un large éventail politique, allant des libertaires aux sociaux-démocrates⁷. Rapidement pourtant, l'échec de l'extension de la révolution prolétarienne en Europe plaça cette organisation de type supranationale dans la dépendance croissante de la Russie soviétique et de ses dirigeants. Ce processus, entamé à l'époque de Lénine, s'accrut dans la seconde moitié des années 20 avec la généralisation du mot d'ordre stalinien d'édification du socialisme dans un seul pays. Contre l'anationalisme des anarchistes, bientôt qualifié de cosmopolitisme «bourgeois» par les communistes, l'internationalisme prolétarien devint alors synonyme de solidarité avec l'URSS, «patrie du prolétariat international».

L'attitude des communistes à l'égard du fait national dépendait d'ailleurs, comme à l'époque de Marx, du contexte du pays concerné. Reprenant les analyses de Marx et Engels sur la Pologne, Lénine avait souligné lors du 2^e congrès du Comintern l'importance, au nom de la lutte anti-impérialiste, des luttes nationales dans le contexte des nations opprimées ou colonisées, justifiant par exemple le soutien de l'IC aux nationalistes chinois du Guomindang. Cette approche contradictoire des combats nationaux allait ainsi se répéter tout au long du XX^e siècle, en particulier dans le contexte des mouvements de libération nationale de l'après Deuxième Guerre, qui mêlent étroitement nationalisme et communisme. Durant les années trente, l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne entraîna du côté soviétique une nouvelle perception du rôle de la nation. Au nom de l'antifascisme et de la lutte contre la menace de guerre, le 7^e et dernier Congrès de l'Internationale favorisa en 1935 la formation de fronts populaires et le vote par les groupes communistes des budgets militaires lorsque leur pays était menacé par le fascisme. Écartés de la vie politique nationale à la suite de la signature du pacte germano-soviétique de 1939, la plupart des partis communistes (en Chine, en France, en Yougoslavie...) rétablissent souvent le lien avec leur environnement national en participant activement à la lutte contre l'occupant. Mais la guerre froide cristallise une nouvelle fois les positions.

Étroitement cantonné à la défense des intérêts stratégiques de l'URSS, l'internationalisme communiste prend une connotation de plus en plus négative,

⁷ Pensons pour la Suisse à Fritz Brupbacher et F. Platten.

en particulier lorsqu'il sert de justification à la normalisation soviétique de la Tchécoslovaquie en 1968. Cette tragédie tchécoslovaque a provoqué, comme le souligne l'article de Karel Bosko, une crise interne très grave au sein du Parti suisse du Travail qui perd de nombreux militants. Elle fut de même l'un des catalyseurs de la « nouvelle gauche » en Suisse, mais aussi en France et en Italie. Contre ce glissement de sens, les maoïstes chinois développent l'idée d'un internationalisme tiers-mondiste, qui sert surtout de paravent théorique à la lutte contre « le social-impérialisme soviétique », alors que les différents courants trotskistes revendiquent le principe d'un internationalisme effectif, déterminé par le primat d'une révolution prolétarienne mondiale, trouvant ses terrains de prédilection en Afrique et surtout en Amérique latine.

Ce bref survol de l'histoire de la captation, puis de l'instrumentalisation par les communistes, de l'idéal internationaliste au profit de l'Union soviétique ne permet pourtant pas d'esquisser un tableau représentatif des multiples formes d'internationalisme développé par le mouvement ouvrier au cours de son histoire. L'internationalisme, en effet, ne se cantonne pas aux différentes Internationales qui jalonnèrent l'histoire du mouvement ouvrier. L'antifascisme, par exemple, ne fut-il pas en quelque sorte le vecteur d'une nouvelle forme d'internationalisme dans un monde où les insuffisances chroniques de l'IOS et de l'IC condamnaient la lutte révolutionnaire à l'échec ? L'émergence du tiers-mondisme, dans les années 1950 et 1960, portée avant tout par les luttes de libération nationale et sociale des peuples du Sud, ne représente-t-elle pas une nouvelle expression de la solidarité des sociétés les plus opprimées du monde rompant avec l'eurocentrisme qui dominait le vieux mouvement ouvrier ?

L'internationalisme ne s'inscrit donc pas seulement dans des formes organisationnelles spécifiques ; son idéal recouvre des expressions multiples. Ainsi, en Suisse, le mouvement ouvrier a d'emblée été marqué du sceau du caractère multinational du salariat. Dès le XIX^e siècle, la solidarité internationale des travailleurs se manifesta en effet par la création de structures d'accueil pour les militants étrangers exilés, la constitution de fonds de solidarité pour les victimes de la répression, la fourniture d'une aide matérielle, médicale, politique ou combattante aux camarades de l'étranger.

À l'image de la Suisse dans son entier, le mouvement ouvrier suisse profita tout au long de son histoire d'apports de l'étranger (immigrés et réfugiés). Des proscrits de la Commune de Paris aux militants sud-américains fuyant les dictatures, en passant par les révolutionnaires russes de la génération de 1905 et les antifascistes italiens, puis allemands, pour ne citer que les grandes vagues de migrations politiques, l'arrivée de militants étrangers favorisa dès l'origine une

certaine internationalisation du mouvement ouvrier suisse, même s'il convient d'en préciser les contours. Réfugiés en Suisse, nombre de ces militants rejoignent les organisations ouvrières de leur pays d'accueil, ou s'en font les promoteurs. L'Eintracht, une association socialiste fondée en 1836 à Zurich par des émigrés allemands, accueillait par exemple à la fin des années 1880 nombre de socialistes allemands de renom (comme Karl Lübeck) fuyant les lois antisocialistes de Bismarck et beaucoup de Russes (P. Axelrod, B. Kritchevski et A. Lounatcharsky) qui fréquentaient son excellente bibliothèque marxiste⁸. Parfois la vie en exil et la promiscuité attisent les conflits politiques, les émigrés reproduisant les divisions organisationnelles qui existaient dans leur pays d'origine, mais, dans d'autres cas, elle favorise au contraire les rapprochements, les échanges, ne serait-ce qu'entre militants étrangers de différentes nationalités. En 1914, la Suisse accueille à nouveau en raison de sa situation géographique et de la résistance de ses autorités aux pressions du gouvernement tsariste, «l'élite» du socialisme international, du moins dans sa composante la plus radicale, puisque par définition ils étaient les seuls à avoir préféré l'exil à l'Union sacrée, à avoir fui pour échapper à la convocation sous les drapeaux. C'est dans ce milieu des «internationalistes par nécessité», pour reprendre l'expression de Claudie Weil⁹, que naquit durant la Première Guerre mondiale autour de Robert Grimm¹⁰, le rédacteur en chef de la *Berner Tagwacht*, l'idée d'une nouvelle Internationale. Mais l'attitude de Robert Grimm, qui tout en donnant une tribune aux exilés les plus radicaux fit aussi son possible pour bloquer le processus de scission de l'Internationale socialiste voulu par Lénine, est surtout révélatrice de l'ambivalence des relations entre le mouvement suisse et le socialisme international. Malgré leur commune adhésion aux préceptes du marxisme, les différences de traditions politiques, en particulier avec les Russes, furent une source de malentendus et de désillusions réciproques. Pendant plusieurs années, des socialistes qui allaient devenir les principales figures du mouvement communiste international avaient vécu en Suisse, milité dans ses organisations, écrit dans ses revues, fréquenté ses militants dans ses assemblées et ses clubs de réunions. Malgré leurs efforts, les bolcheviks durent reconnaître que la majorité des socialistes suisses était demeurée largement hostile au «maximalisme» des Russes, ce qui n'empêcha pourtant pas les autorités suisses

8 Dissoute en 1850, elle s'était immédiatement reconstituée en tant qu'organisation socialiste du premier district de Zurich.

9 Claudie Weil, «L'internationalisme en question(s)», *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Nanterre, BDIC, octobre-décembre 2006, p. 3

10 Grimm, Robert (1881-1958): sd suisse, rédacteur de la BTW, organisateur du mouvement de Zimmerwald, refuse la scission en 1917.

de faire porter aux bolcheviks la responsabilité de la grève générale de 1918. À l'inverse, plusieurs militants russes de la génération de 1905, souvent issus du parti socialiste révolutionnaire, pensons par exemple à Jacques Dicker¹¹, épousèrent les mœurs politiques de leur organisation d'accueil. Ce double processus d'accueil des personnes, même dans les limites évoquées, et de résistance aux idées et aux pratiques provenant de l'étranger est une constance du mouvement ouvrier suisse. Il permet aussi de préciser la frontière séparant la solidarité internationale d'une politique internationaliste au sens le plus littéral et le plus politique du terme, c'est-à-dire subordonnée à un objectif global, en l'occurrence la révolution. Si la seconde fut largement le fait des communistes (IIIe et IVe Internationale) et des anarchistes, la solidarité internationale touche les militants de toutes les tendances du mouvement ouvrier, même si elle passe rapidement par des associations concurrentes.

Les collectes de fonds pour soutenir les grévistes et les victimes de la répression, la fourniture d'aide matérielle, médicale, politique ou combattante aux partis frères sont en effet une composante traditionnelle de la vie de militants et de militantes qui, la prise d'armes mise le plus souvent à part, sont cantonnées à un rôle de soutien dans la division sexuée du militantisme. Dans la plupart des cas, les mobilisations en faveur de la solidarité internationale répondent à une crise ponctuelle, comme la fondation du Comité international de Secours aux sans-travail de Russie fondé à Lausanne en 1907 dans les milieux de l'émigration russe avec le soutien de militants romands. L'entre-deux-guerres marque pourtant l'émergence d'institutions de solidarité internationale répondant à des problèmes plus généraux et s'inscrivant dans une perspective à long terme. Ainsi en est-il par exemple du célèbre Secours ouvrier international (SOI ou Mejrabpom) fondé à Berlin en septembre 1921 par Willy Münzenberg¹² dans le prolongement de l'appel international lancé par l'écrivain

11 Né le 31 juillet 1879 à Khotine, en Ukraine, mort le 17 novembre 1942 à Genève, Russe israélite, naturalisé suisse en 1915. Il fait ses études de droit à Kiev. Actif dans le parti socialiste-révolutionnaire russe, souvent arrêté et emprisonné, Dicker réussit en 1906 à émigrer à Genève, où il obtient sa licence en droit en 1909, puis sera admis au barreau en 1915. Inscrit dès 1906 au parti socialiste genevois, il milite aux côtés de Léon Nicole, devient secrétaire, puis président, en 1922, de la Fédération socialiste suisse, une dissidence de gauche du parti socialiste. Il est conseiller national de 1922-1925, puis de 1928-1941. D'après Jean de Senarclens, «Jacques Dicker», Dictionnaire historique de la Suisse, Berne, éd. électronique, 6 juillet 2004.

12 Münzenberg, Willi (1889-1940) : social-démocrate allemand, émigre à Zurich en 1912, membre du CC de l'organisation socialiste des jeunes, participe à la conférence de Kienthal, arrêté puis expulsé de Suisse en 1918, président de la KIM, député au Reichstag, à la tête de toute une série d'organisations qui forment le Trust-Münzenberg, émigre à Paris en 1933, refuse de répondre aux convocations de Moscou, exclu du KPD, interné à Lyon, assassiné lors de son évasion.

russe Maxime Gorki, pour liquider la famine, restaurer et développer l'économie dans la jeune République soviétique. Véritable internationale ouvrière de solidarité, le SOI se singularise par l'importance de ses moyens, la diversité de ses champs d'intervention et son organisation vraiment internationale avec des sections par pays. Le SOI se distingua aussi par sa capacité à mobiliser les acteurs culturels au service de ses causes, en organisant des tournées d'artistes et de savants soviétiques, des cycles de conférences de personnalités étrangères revenant de mission humanitaire de Russie (comme l'explorateur norvégien Fritjof Nansen), en nommant des artistes et des intellectuels prestigieux dans les comités nationaux de soutien et en créant ses propres studios de cinéma comme Mejrabpom-Film et ses maisons d'édition comme le Neuer Deutscher Verlag.

Les succès propagandistes obtenus par le SOI, en particulier en termes d'influence politique, favorisèrent la création, toujours autour de Münzenberg, d'autres associations de solidarité internationale orientées vers des tâches plus spécifiques comme le Secours rouge international (SRI) pour les victimes de la répression capitaliste, la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale (1927) ou « Touche pas à la Chine » pour les victimes chinoises de l'impérialisme occidental. Qualifiés officiellement d'organisations de masse ou sans parti, ces différents fronts de solidarité ne cachaient pourtant pas leurs sympathies à l'égard de l'URSS et du communisme, suscitant l'hostilité des anarchistes et des organisations social-démocrates. Ces dernières finirent par interdire à leurs membres de participer aux activités des mouvements de Münzenberg, préférant constituer des associations séparées comme le Fonds Matteotti ou le Fonds international de solidarité lancé en 1934 à l'initiative de l'Internationale ouvrière socialiste. S'inscrivant dans une logique de classe qui aurait dû favoriser l'unité à la base, les solidarités internationales ouvrières reproduisirent de fait tout au long du *xx^e* siècle les divisions qui existaient au sein du mouvement politique et syndical.

Les articles consacrés par Mari Carmen Rodriguez et Sébastien Farré aux élans de solidarité en faveur des Communards des Asturies puis de la République espagnole illustrent bien ce décalage entre les appels à l'unité de classe et les divisions sur le terrain. Si l'exemple de l'unité des partis socialiste et communiste dans la lutte des Asturies favorisa en Suisse des réactions unitaires, la guerre d'Espagne cristallisa, en partie par sa durée, un double processus d'alignement politique et de segmentarisation des mouvements de solidarité internationale. Anarchistes, communistes (eux-mêmes divisés) et sociaux-démocrates disposent de leurs propres réseaux et se battent sous leurs propres couleurs. Chaque tendance diversifie aussi ses modes d'intervention qui

peuvent prendre la forme d'une mobilisation politique (manifestations, engagements partisans, signature de pétitions), d'aide militaire (volontaires, trafics d'armes) ou d'une assistance matérielle et sanitaire qu'aujourd'hui nous appellerions humanitaire. À ces divisions politiques et thématiques s'ajoute encore souvent, s'agissant de la Suisse, une division régionale.

Enfin l'aide à l'Espagne constitue aussi, comme l'avait déjà souligné Nic Ulmi, une «étape cruciale dans la mise en place d'un dispositif non gouvernemental d'aide humanitaire appelé à jouer un rôle important pendant et après la Deuxième Guerre mondiale, ainsi que dans l'éveil, dans de larges couches de la population, d'une conscience humanitaire»¹³. L'utilisation du terme humanitaire n'est pas neutre, elle témoigne de l'émergence, puis de la généralisation dans la seconde moitié du xx^e siècle, d'une aide dépolitisée, ou du moins qui se présente comme telle, s'inscrivant dans une tradition universaliste et caritative, concentrée sur les victimes. Mais cette idéologie compassionnelle, qui permet comme le soulignait Eric Dachy de «substituer à des actions politiques et économiques efficaces des déclarations de bonnes intentions parfois décalées des réalités évoquées»¹⁴, ne peut être assimilée à l'internationalisme qui sous-tend les actions de solidarité internationale.

Les élans de solidarité ouvrière se distinguent en effet de l'action caritative des milieux bourgeois, ou religieux, et de l'engagement humanitaire dans les ONG, parce que justement ils s'inscrivent dans une perspective révolutionnaire de changement social et politique. Comme l'écrit Nuno Pereira dans son article consacré aux Associations suisses de soutien à la résistance chilienne: «bien que le soutien des comités s'aventure parfois sur le terrain de 'l'humanitaire', il se caractérise toujours par une forte dimension politique. Même l'appui matériel à la Commission chilienne des droits de l'homme se justifie à leurs yeux par le fait que celle-ci accomplit un travail d'information de la population, et contribue ainsi à la formation des cadres politiques et sociaux de la démocratie à venir.» Pour le militant, la solidarité internationale n'est pas une fin en soi, mais une façon de transformer une émotion en mobilisation politique. Le plus souvent, note Thomas Kadelbach à propos du Nicaragua, on constate chez «les brigadistes suisses une forte volonté de faire coïncider leur engagement pour la

13 Nic Ulmi, «La solidarité populaire avec l'Espagne républicaine en Suisse», in: Mauro Cerutti, Sébastien Guex et Peter Huber (éd.), *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco (1936-1946): relations officielles, solidarités de gauche, rapports économiques*, Lausanne, Antipodes, 2001, p. 230.

14 Cité par José Gotovitch et Anne Morelli, *Les Solidarités internationales. Histoire et perspectives*, Bruxelles, Editions Labor, 2003, p. 6.

révolution sandiniste avec leur vie de militant en Suisse.» En travaillant au Nicaragua, les brigadistes suisses construisaient aussi leur société.

Si les solidarités internationales ouvrières se démarquent donc clairement de l'idéologie de la charité, il faut néanmoins constater qu'il existe depuis deux décennies, à l'exception de quelques groupes d'extrême gauche, une certaine réserve dans l'utilisation du concept d'internationalisme. Certes, la mouvance altermondialiste, qui dans un premier temps s'était imprudemment laissé accoler l'étiquette antimondialiste, développa d'emblée un activisme transnational opposé à la mondialisation libérale. Au-delà de la reconstruction d'un réseau international, la galaxie altermondialiste ne pourra pourtant faire l'économie d'un travail de définition du concept de révolution anticapitaliste sans prendre le risque de se diluer dans une multitude de «petites» causes. Et ce travail ne pourra se faire indépendamment du mouvement ouvrier.

Ces débats ne sont pas inconnus des lecteurs des *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*. Plusieurs contributions des cahiers précédents, sans parler des travaux publiés dans d'autres collections par des historiens de l'association, les avaient abordés directement ou en filigrane. Le présent numéro ne prétend nullement faire un bilan global de ces recherches, il souhaite néanmoins rappeler l'importance de l'engagement internationaliste dans l'histoire du mouvement ouvrier suisse et illustrer la permanence de l'intérêt suscité par ce sujet auprès des historiens en ouvrant ses pages à quelques recherches en cours.

Stéphanie Prezioso, Jean-François Fayet